

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 15/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PAPREC NORD NORMANDIE**

38 rue de Courcelles  
75008 Paris

Références : Arrêté Préfectoral du 27 novembre 1997  
Arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013  
Porter à connaissance du 4 février 2022  
Code AIOT : 0007001396

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement PAPREC NORD NORMANDIE implanté RUE DE LA PREVOTE FERME DESPRETZ 59890 Quesnoy-sur-Deûle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à plusieurs plaintes de riverains et/ou collectifs de riverains concernant la typologie de déchets reçu sur site, les odeurs et les envols.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC NORD NORMANDIE
- RUE DE LA PREVOTE FERME DESPRETZ 59890 Quesnoy-sur-Deûle
- Code AIOT : 0007001396
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC NORD NORMANDIE, exploite dans son agence de Quesnoy-sur-Deûle une installation de récupération de cartons et vieux papiers.

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 27 novembre 1997 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013 mettant à jour la liste des installations classées du site.

Pour ses activités de tri/transit et traitement de déchets, le site dispose de:

- 1 hall et bâtiment de tri, broyage et mise en balle de vieux papiers et stockage des balles (hall C et bâtiment A)
- 1 hall et bâtiment de tri, broyage et mise en balle de cartons (hall B et bâtiment A)

- 1 hall de tri de déchets de bois/papiers-cartons/plastiques avec chaîne de tri manuelle (hall G)
- 1 bâtiment de broyage et mise en balle de documents confidentiels (bâtiment E)
- 1 atelier de mécanique (Bâtiment F)
- des stockages extérieurs de balles de papiers/cartons
- 1 installation de distribution de carburant pour les poids lourds
- 1 pont à bascule à l'entrée du site
- 1 local abritant l'accueil et les bureaux.

Les balles de papiers/cartons sont ensuite expédiées vers des papeteries pour recyclage.

Par rapport à la situation initialement autorisée en 1997, l'organisation du site a évolué.

Les principaux changements concernent :

- la mise en place d'une installation de tri de déchets de bois/papiers-cartons/plastiques au hall G, initialement réservé au stockage de balles ;
- la mise en place d'une installation de broyage/presse de papiers confidentiels au bâtiment E, initialement réservé à un atelier mécanique.

La situation administrative du site a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013. Cet arrêté a également imposé, compte tenu des changements intervenus sur le site depuis 1997, que soient mises à jour les études d'impact et de dangers du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- moyen d'extinction incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Activités soumises à la rubrique 2714	AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
5	Activités soumises à la rubrique 2713-2	Article R181-46 du code de l'environnement
6	Activités soumises à la rubrique 2716	Article R181-46 du code de l'environnement
8	Dossier contenant les pièces prévues par l'article R.512-6 du CE	AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Activités soumises à la rubrique 2791.1	AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
3	Activités soumises à la rubrique 2710.2	AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
4	rubriques 1432, 1435, 2517 et 2920	AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
7	Activités soumises aux rubriques 2711 et 2715	Article R181-46 du code de l'environnement
9	intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 2.3
10	odeurs	Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 101.2
11	stockage et manipulation de déchets	Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 3.4.7

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de nuisances olfactives ou visuelles liées à l'activité du site. L'inspection note cependant que les quantités de certains déchets ne semblent pas correspondre à l'arrêté d'autorisation et au dossier de porter à connaissance.

L'exploitant devra mettre à jour son porter à connaissance en fonction des activités réelles et souhaitées.

L'exploitant devra valider ses moyens d'intervention incendie et la disponibilité réelle de ceux-ci.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Activités soumises à la rubrique 2714**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installation de Tri/transit de déchets non dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> =&gt; Enrg</p> <p>les volumes maxi de produits susceptibles d'être présents sont :  papier/cartons : 7 500 m<sup>3</sup>  plastiques : 506 m<sup>3</sup>  autres déchets caoutchouc, textiles, bois : 590 m<sup>3</sup>  total de 8 600 m<sup>3</sup></p> <p><b>Constats :</b> Dans son porter à connaissance (PAC) du 28 février 2018, l'exploitant indique les quantités maximales pouvant être stockées dans l'installation suivantes :  - papiers/cartons : 7 500 m<sup>3</sup>  - plastiques : 506 m<sup>3</sup>  - DND autres 590 m<sup>3</sup>  et gravats (rub 2517) : 30 m<sup>3</sup>  Il précise dans son PAC recevoir des déchets non dangereux (DND) issues des industries (entreprises, tertiaires, commerce, artisanat) et des ménages (collectivité et entreprise). Il y dresse une liste de code déchets pour le papiers cartons, plastiques, gravats, bois, ferraille/métaux, déchets non dangereux et refus de tri.</p> <p>Dans son PAC de février 2022, l'exploitant demande à augmenter le volume de déchet entrant sous la rubrique 2714. Les volumes demandés dans le dossier sont :  - papiers/cartons/plastiques : 8 000 m<sup>3</sup>  - autres DND (bois, etc) y compris déchets ultimes : 1 430 m<sup>3</sup></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté un nombre important de big-bags fermés (environ 80) contenant des matières plastiques en PET. Le responsable d'exploitation a indiqué stocker ces déchets depuis environ 3 semaines et avoir trouvé un acheteur. L'inspection a également constaté la présence de déchets plastiques à différents endroits du site stockés en big-bags, et sur des lieux non identifiés par l'exploitant dans son PAC comme des lieux de stockage et/ou transit de déchet.</p> <p>De même, l'inspection a constaté la présence d'alvéoles de stockages à gauche du bâtiment principal, non identifiés comme tel dans le PAC. Ces alvéoles contenaient le jour de l'inspection du bois trié, des déchets non dangereux papiers/cartons/plastiques/métaux en mélanges et des déchets de métaux.</p> <p>Dans le auvent identifié comme zone de tri des déchets non dangereux et stockage des déchets ultimes (représentant le refus de tri dans le PAC de 2022), l'inspection a constaté la présence de 4 tas distincts:  - 1 tas de déchets composé de matière plastique;  - 1 tas contenant contenant principalement du plastique (pots et barquettes noires ayant contenu des végétaux)  - 1 tas de déchets non identifiables car emballés dans des sacs poubelles  - 1 tas de déchets papier/cartons/bois en mélange  L'exploitant a indiqué que ces flux provenaient de zones commerciales et que le traitement consistait à réaliser un tri. Il a complété en indiquant que les déchets repartaient dans la journée une fois la partie valorisable retirée.</p> <p>Concernant le volume de déchets entrants présents sur le site, l'inspection n'a pas constaté de stocks importants le jour de l'inspection  Concernant les déchets triés et en attente de départ pour valorisation, l'exploitant devra confirmer les volumes présents sur site (papier et plastiques).</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant devra confirmer le volume de déchets plastiques et de déchets papier présent sur son site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Activités soumises à la rubrique 2791.1**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installation de traitement de déchets non dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  2791. Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;=&gt; auto</p> <p>la quantité maximale de déchets traités est limitée ) 300 t/j (broyeur de 193 kW)</p> <p><b>Constats :</b> L'installation de traitement de déchets non dangereux est la chaîne de broyage, mise en balle des papiers/cartons.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence d'autres installations de traitement de déchets que celle identifiée dans ses dossiers par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Activités soumises à la rubrique 2710.2**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  2710. Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719  2. Collecte de déchets non dangereux : a) Supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup> =&gt; Enrg</p> <p>Le volume maxi susceptible d'être présent dans l'installation est de 650 m<sup>3</sup></p> <p><b>Constats :</b> Dans son porter à connaissance du 28 février 2018, et faisant suite à la visite d'inspection du 23 octobre 2017 l'exploitant indique que son site ne reçoit plus de déchets de producteurs initiaux.</p> <p>L'inspection considère que le site Paprec de Quesnoy-sur-Deûle n'est pas autorisé pour la rubrique 2710-2.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'installation permettant la réception de producteurs initiaux.</p> <p><b>Les rubriques autorisées doivent être actualisées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Activités soumises aux rubriques 1432, 1435, 2517 et 2920**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installations non classées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1432 : la capacité de stockage des liquides inflammables en réservoirs manufacturés (capacité équivalente) est limitée à 5 m3. 1435 : la volume annuel de carburant distribué est limité à 100 m3 2517 : la capacité de stockage est limitée à 30 m3 2929 : la puissance absorbée est de 11 kW
<b>Constats :</b> Par courrier du 24 mai 2016 adressé en préfecture du Nord et suite à la parution des rubriques 4000, l'exploitant a sollicité, en application de l'article L. 513-1 du code de l'Environnement, le bénéfice des droits acquis pour son installation de distribution de carburant au titre de la rubrique 4734 de la nomenclature des ICPE. Dans cette demande, l'exploitant précise disposer d'une cuve aérienne bi-compartiment de 60 m <sup>3</sup> contenant 40 m <sup>3</sup> de gazole et 20 m <sup>3</sup> de Gasoil Non Routier (GNR), soit 51 tonnes de carburants, classable sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4734-2c .  En l'état, la demande de bénéfice des droits acquis de l'exploitant est acceptable. En effet, l'existence de cette cuve de 60 m <sup>3</sup> de carburant, venue en remplacement de la cuve de 5 m <sup>3</sup> de carburant visée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013, a fait l'objet d'un porté à connaissance dans le cadre du dossier de demande d'autorisation déposé le 24 juillet 2014 en préfecture du Nord.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Activités soumises à la rubrique 2713-2**

<b>Référence réglementaire :</b> Article R181-46 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installation de tri/transit de métaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2713. Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> => D  Dans son porter à connaissance du 4 février 2022, l'exploitant demande a exploiter une zone de stockage de déchets de ferraille/métaux de 135 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'inspection a constaté deux alvéoles contenant des déchets de métaux : - une alvéoles de déchets métalliques divers et sales - des déchets de métaux propres (chute de production).  Le nombre d'alvéoles ne correspond pas à celui décrit dans le porter à connaissance. L'exploitant devra confirmer les informations et rendre sa demande cohérente avec l'organisation du site.  Le site n'étant actuellement pas autorisé à recevoir ce type de déchets, hors les refus de tri, la quantité en transit ne doit pas dépasser 100 m <sup>2</sup> . L'exploitant indiquera à l'inspection les modalités mises en place pour suivre la quantité de déchets de métaux présent sur site.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra confirmer le volume de déchets de métaux présent sur site et la surface occupée par ce type de déchets ainsi que les modalités de suivi des quantités présentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Activités soumises à la rubrique 2716**

<b>Référence réglementaire :</b> Article R181-46 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installation de tri/transit de déchets non dangereux non inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  2716. Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>. =&gt; DC</p> <p>Dans son porter à connaissance du 4 février 2022, l'exploitant demande a exploiter une activité de tri transit de déchets d'éléments d'ameublement et d'encombrant pour un volume de 890 m<sup>3</sup>.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection n'a pas constaté la présence de déchet d'ameublement sur site. La demande de classement de ce type de déchet sous la rubrique 2716 devra être justifiée. La composition principale et la typologie de ces déchets devra être détaillée.</p> <p>Par ailleurs, au vu de la typologie de déchets récupérés chez certains clients, et notamment les centres commerciaux et les galeries marchandes, l'exploitant justifiera à l'inspection le classement de ces déchets sous la rubrique 2714 au lieux de la rubrique 2716.</p> <p>En effet, si la part de déchets ultimes ou fermentescibles est plus importante que la part de déchets valorisables de type bois/papier/carton/plastiques la rubrique 2714 n'est pas la rubrique applicable.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant fournira à l'inspection sous 15 jours une extraction de ses registres déchets entrants et sortants et faisant apparaître les codes déchets et les destinations finales.  Le classement des déchets d'ameublement sous la rubrique 2716 devra être justifié.  Le classement des déchets en provenance de galerie marchandes devra être justifié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Activités soumises aux rubriques 2711 et 2715**

<b>Référence réglementaire :</b> Article R181-46 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installation de tri/transit de D3E et de déchets de verres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dans son porter à connaissance de février 2022 indique les volumes maximaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- volume maximal de D3E (rubrique 2711) : 30 m3 =&gt; NC (seuil de la déclaration 100 m3)</li> <li>- volume maximum de verre (rubrique 2715) : 30 m3 =&gt; NC (seuil de la déclaration 350 m3)</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de D3E sur le site.</p> <p>Une seule alvéole est dédiée au verre et celui-ci était pilé. Seules quelques bouteilles entières ont pu être observées. L'alvéole était au 3/4 vide. Il n'a pas été constaté de traitement de déchets de verre lors de notre visite.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant, qu'en l'état il n'est pas autorisé à traiter des déchets de verre et que le volume maximal en tri/transit présent sur le site doit être inférieur à 30 m<sup>3</sup> et en tout état de cause à 350 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Dossier contenant les pièces prévues par l'article R.512-6 du CE**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/11/2013, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, antériorité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le classement sous la rubrique 2791 et 2710.2 résulte des modifications de la nomenclature. L'exploitant est tenu de réaliser un dossier comprenant les pièces prévues par l'article R. 512-6 du CE. Les études portent sur l'ensemble des installations ou équipements exploités par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déposé par courrier du 28 février 2018 une mise à jour de l'étude d'impact et de dangers. Cette étude contient le calcul des besoins en eau et du volume des eaux d'extinction à confiner.  Concernant le besoin en eau, l'exploitant indique avoir mis en place un citerne de 300 m <sup>3</sup> avec un rapport pompier. L'exploitant indique également que 3 poteaux incendies sont implantés sur la voie publique à proximité et qu'une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> (de type bassin) avec raccords pompiers est également présente à proximité.  L'exploitant a déposé le 7 mars 2022 un permis de construire pour la création d'un auvent. Dans son avis du 19 mai 2022, le SDIS du Nord indique que la citerne de 300 m <sup>3</sup> ne peut être considérée comme PEI car elle n'est pas accessible aux engins et le dossier n'indique rien quand à l'exposition aux flux thermiques de l'aire d'aspiration. Après un échange avec l'exploitant celui-ci a indiqué par courriel au SDIS qu'il mettra en place une citerne souple de 60 m <sup>3</sup> . Le SDIS indique dans son avis que l'estimation de la DCEI est cohérente pour le auvent mais que cette estimation ne s'applique pas pour les bâtiments existants.  Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la citerne de 300 m <sup>3</sup> se trouve isolée du site par des murs en "lego" et que celle-ci n'est accessible que par un légère ouverture. Aucune aire de stationnement n'est prévue. L'exploitant vérifiera la conformité de son PEI au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (arrêté préfectoral du 27 avril 2017).  L'exploitant se rapprochera du gestionnaire du service public de DECI (MEL) afin de vérifier les données relatives aux PEI retenus pour assurer la défense incendie du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, intégration dans le paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant ont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection n'a pas constaté d'envol lors de la visite du site. Le sol était recouvert par endroit de morceaux cartons. L'exploitant a indiqué qu'une société prestataire réalisait le nettoyage des allées du site le vendredi. Pendant la semaine, le nettoyage est assuré par un cariste qui passe avec un "balai" 2 fois par jour.</p> <p>Il a également indiqué être en cours de travaux pour installer des filets anti envol sur l'arrière du bâtiment (zone stockage de matière plastique). L'inspection a constaté le rehaussement des légos et la mise en place de piquets permettant de soutenir le filet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté d'odeur nauséabonde. Toutefois, à proximité immédiate de l'alvéole recevant les déchets relevant de la rubrique 2714 et de la zone de tri sous hangars, une légère odeur a été constatée.</p> <p>Ces deux zones se trouvent à 100 m ou plus des habitations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Stockage et manipulation de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 3.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockage et manipulation de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage et manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et de eaux de ruissellement.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du site, il n'a pas été constaté la présence de déchets susceptibles de contenir des produits polluants.</p> <p>L'ensemble des déchets est trié puis stocké sur dalle étanche.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet